

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

S'adresser pour l'administration au citoyen Fournier, directeur-gérant ;
Pour la rédaction au citoyen CATAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 16. (Affranchir.)

Paris, 9 avril.

Dans une ville comme Paris, où chaque jour bruisait un million de voix, on doit répandre et l'on répand en effet d'étranges nouvelles. Si dans les temps de calme plat, les contes du jour tiennent grande place, que doit-ce être au milieu d'un mouvement révolutionnaire ? Les tympan d'Hercule n'y résisteraient pas ; aussi prenons-nous le parti de n'en pas tenir compte plus que du vent qui souffle.

Toutefois au milieu de ce charivari auquel se mêlent tant d'instrumentistes divers, il est bon de savoir distinguer les parties principales. Ainsi, la corde sur laquelle on trouve la plus forte vibration est celle des commissaires dans les départements. Des critiques, plus ou moins acerbes, selon leur point de vue, ont attaqué l'autorité, qu'ils appelaient proconsulaire, de ces fonctionnaires de l'Etat. Il y avait à reprendre, sans doute, mais non pas comme l'ont fait les dynastiques, blâmant afin d'affaiblir une autorité légitime, assez légitime pour les empêcher de fortifier à l'aise leurs petites positions réactionnaires. Nous blâmons, nous aussi, un certain nombre de commissaires du Gouvernement non pas d'avoir usé dans l'intérêt de la République des pouvoirs dont ils étaient investis, mais, au contraire, d'avoir affaibli leur action en s'occupant trop de leur candidature.

Lorsqu'un citoyen comprend bien la dignité de ce titre, il a le devoir d'effacer sa personnalité, même quand il n'est pas fonctionnaire, devant l'intérêt général ; à plus forte raison doit-il, s'il veut remplir loyalement sa mission, laisser de côté les inspirations mesquines par lesquelles l'homme amoindrit son rôle et manque à son devoir. La position future du candidat se substituant à l'avenir de l'Etat entraîne des conséquences dont les mandataires ne calculent pas assez les suites. En face de résistances plus ou moins vives, le commissaire visant avant tout au succès de sa candidature est amené nécessairement à des conventions tacites, à des concessions, à des capitulations de conscience, bien autrement répréhensibles ici qu'en tout autre cas. Investi d'un mandat de confiance dont le but déterminé se trouve être l'intérêt de la République, il compromet la situation s'il a, par vanité ou par ambition, la faiblesse de penser à lui avant de travailler pour l'Etat.

Quel peut être le résultat d'un pareil défaut de conduite ? Un résultat déplorable ; car en composant avec des gens incapables ou malintentionnés, cette action du commissaire, si mesquine en soi, prépare au pays des ennuis et des retards dont un homme plus digne et plus ferme l'aurait préservé. Qu'importe à la France la satisfaction de ces ambitions ? Sera-t-elle moins bien servie, moins bien représentée, par le fait seul que tels ou tels n'arriveront pas à l'Assemblée ? Non, assurément ; la France n'est point en si grande disette de courage et de capacité. Le bon sens, l'intelligence, la science, le dévouement, courent les rues chez nous, et la députation de Paris en fournira la preuve irréfragable.

Cette mauvaise attitude de certains commissaires amène un inconvénient plus grave encore. A côté des ambitieux intéressés de la localité, d'autres gens se présentent qui, soit par malveillance, soit pour se créer un bout de rôle, répandent les bruits les plus absurdes. Ainsi, nous recevons dans Paris calme et tranquille la nouvelle, datée de cent ou deux cents lieues, qu'on se bat à Paris. Il est ici des fous surannés, brandissant toujours la brette de Louis XV, et cherchant au fond de leur cervelle épuisée de quoi alimenter au loin une pauvre petite étincelle. La sottise et le mensonge se disputent la palme dans cette œuvre : ainsi naguère, à l'instant de l'imposante manifestation du 17 mars, de tristes fous écrivaient que la capitale était à feu et à sang. Sept courriers revenant de la Bretagne et de la Vendée apportaient à l'hôtel des postes cette magnifique nouvelle.

Si l'on ose envoyer de Paris de semblables sottises, qu'arrivera-t-il de l'action à l'Assemblée constituante des représentants mérités parvenus au moyen de la rhabarbe des commissaires auxquels ils offraient le sénat ? La question vaut la peine qu'on y songe.

Il est temps encore de réparer cette faiblesse. Que ceux qui ont laissé fléchir le devoir impérieux du mandat de confiance devant l'intérêt personnel se hâtent

de ramener les hommes à la dignité de la fonction. S'ils ne le faisaient pas, la République serait en droit de leur demander compte d'un mandat mal rempli, et certainement elle le ferait.

QUESTION ET RÉPONSE.

Les rois sont dans l'ordre moral ce que les monstres sont dans l'ordre physique... L'histoire des rois est le martyrologe des nations.
(Paroles de Grégoire à la Convention nationale.)

Vous savez ce qui s'est passé en France. Louis-Philippe faisait des calembours sur la réforme, la veille du 22 février. A qui la France doit-elle la misère à laquelle elle est en proie ? Pourquoi notre territoire ne produit-il pas le double de ce qu'il donne ? Pourquoi y a-t-il une bourgeoisie qui ne donne pas un sou, lorsque le plus pauvre des pauvres vient apporter son obole à la République ? Pourquoi y a-t-il chez nous des âmes pétrées d'égoïsme, des âmes où les passions ignobles fourmillent et se remuent comme les vers dans la pourriture ? Pourquoi la France et l'Europe ne sont-elles pas libres et prospères ?

Pourquoi Messine et Palerme ont-elles été bombardées ? Pourquoi Milan a-t-il été sillonné cinq jours par la mitraille et les fusillades ?

Pourquoi l'Italie a-t-elle la tête meurtrie d'un couvercle de plomb ? Pourquoi était-elle hier encore disloquée et réduite en poussière, foulée aux pieds des barbares comme un reptile ?

Pourquoi l'Autriche était-elle murée comme une tombe, silencieuse, humide et froide comme un cachot gardé par une vipère ? — Pourquoi la bataille a-t-elle ensanglanté les murs de Vienne ?

Et ceux de Berlin ?

Et ceux de Madrid ?

Et ceux de Varsovie ?

Pourquoi soixante millions de Russes sont-ils bâtonnés et menés à coups de knout comme un vil bétail ? Pourquoi des vierges lithuaniennes sont-elles arrachées de leurs couvents et livrées sanglantes au rut des Cosaques ?

Pourquoi les Irlandais sont-ils réduits à manger leurs propres enfants ?

Réponse. Parce que les rois sont dans l'ordre moral ce que les monstres sont dans l'ordre physique ; parce que l'histoire des rois est le martyrologe des nations.

La nomination du citoyen Arago au ministère de la guerre enlève à notre marine un esprit organisateur et une grande puissance de volonté plus que jamais nécessaire pour la relever de l'infime position où la trahison l'avait fait descendre. Il importe de combler au plus tôt cette lacune. Bien que les éventualités de guerre maritime s'évanouissent à vue d'œil, la France ne doit pas oublier que l'immense étendue des côtes qu'elle possède en Europe et en Afrique exige qu'elle donne à sa marine un grand développement. Ce n'est pas seulement pour reconquérir sa place au premier rang des puissances européennes, c'est dans l'intérêt de son commerce, de son agriculture et de son industrie qu'elle doit augmenter le nombre de ses ports et de ses vaisseaux. On ne peut sans se défendre d'un sentiment fâcheux jeter les yeux sur la carte de France. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, le littoral de l'Océan Atlantique est surtout au midi dans un déplorable état d'abandon ; sur cent lieues d'étendue, vous ne trouverez que deux ports : Bayonne et Bordeaux. Cette incurie se conçoit-elle en face des États-Unis, à côté de l'Angleterre et de l'Espagne ? Il y sera remédié sans doute, mais on ne saurait y songer trop vite. Nous présenterons prochainement sur ce sujet des considérations qui se rattachent à l'organisme général de la France.

Il paraît que le citoyen Weill (ne pas confondre avec Weill de Stuttgart), comme Molière, prend son bien partout où il le trouve. La belle pensée qu'il nous donnait il y a deux jours comme étant de lui appartient à M. A. Poincelot, auteur d'un ouvrage publié en 1847 sous le titre : *Etude de l'homme*. La phrase : *le génie seul est le roi du monde, la médiocrité n'en est que le tyran*, s'y trouve tout au long, page 14, première et deuxième ligne. Le citoyen bibliophile Muret, qui a l'obligeance de nous faire cette révélation, nous apprend en même temps que M. Weill a attaqué avec une naïve outrecuidance l'ouvrage en question : « C'était, dit-il, un moyen comme un autre d'éloigner tout soupçon de piraterie littéraire à l'égard de l'ouvrage du citoyen Poincelot. » Interprétation superflue ! Notre correspondant a-t-il donc oublié le titre du journal dans lequel le grand Weill manifeste ses pensées ?

Quoi qu'il en soit, c'est un titre de plus qui recommande M. Weill à l'attention des électeurs.

Le citoyen Muret, poursuivant ses intéressantes communications, donne le démenti le plus formel au récit de la *Démocratie pacifique* sur ce qui s'est passé au Club du 2 mars. M. Considérant, n'ayant pas consenti à signer la déclaration des Droits de l'homme, n'a pas été admis à faire sa profession de foi et n'a pu dès lors débiter aucune des paroles pompeuses qu'il s'attribue

dans la *Démocratie* ni être interrompu intempestivement par le président du club.

M. Ernest Troncin est chargé, par le secrétaire général du Gouvernement provisoire, des communications officielles du Gouvernement avec les journaux, l'imprimerie nationale, et du service de la publicité, en remplacement de M. Charles Blanc, appelé à d'autres fonctions.

Une députation d'agriculteurs est venue présenter au Gouvernement provisoire une adresse où sont renfermées diverses observations sur les ponts à bascule et la police de l'agriculture.

Le citoyen Pagnerre, secrétaire général du Gouvernement provisoire a répondu :

« Les ponts à bascule ont été, vous le savez, créés dans l'intérêt de la conservation des routes. Ont-ils répondu au but de leur institution ? C'est ce qui a été très-souvent contesté et peut-être avec raison. Ils ont d'ailleurs donné naissance à des abus, à des malversations nombreuses. »

« En ce qui concerne l'agriculture, vos observations me paraissent parfaitement justes ; il en sera tenu grand compte. Quant aux procès-verbaux dont vous demandez l'annulation, je crois pouvoir vous dire que le Gouvernement provisoire, qui a déjà accompli bien des actes de réparation en faveur des intérêts légitimes froissés par l'ancien gouvernement, saisira cette occasion de témoigner à l'agriculture la vive sollicitude qu'elle lui inspire. »

Le citoyen Pagnerre s'est ensuite entretenu avec la députation, qui était composée d'agriculteurs du département de Seine-et-Oise, auquel il appartient. Une conversation chaleureuse s'est engagée entre les délégués et le citoyen Pagnerre sur les affaires générales et sur l'esprit qui doit animer les bons citoyens dans les circonstances solennelles où nous sommes.

Les délégués de la 7^e compagnie, 2^e bataillon, 5^e légion de la garde nationale de Paris, sont venus apporter au Gouvernement provisoire un acte d'adhésion ainsi conçu :

« Citoyens membres du Gouvernement provisoire, « Nous avons terminé hier l'élection de nos chefs de tous rangs, et nous avons pensé que le premier acte de la compagnie, après sa constitution, devait être une manifestation en faveur des courageux citoyens qui se sont dévoués, comme vous l'avez fait, pour le salut de tous. »

« Recevez donc nos sincères remerciements. »

« Après avoir reconquis sa souveraineté les armes à la main, le peuple français a voulu en régler l'usage, car il veut l'ordre dans la liberté, comme il veut la fraternité universelle et l'égalité pour tous. »

« Notre énergique appui est acquis à ces principes qui doivent rendre notre République impérissable. Vous pouvez compter, citoyens membres du Gouvernement provisoire, sur notre concours et sur notre entier dévouement. »

Le citoyen Pagnerre, secrétaire général du Gouvernement provisoire a répondu :

« Citoyens, la garde nationale est maintenant une institution toute démocratique ; elle n'est plus formée seulement, comme autrefois, d'un certain nombre de citoyens : elle les comprend tous, quelle que soit leur position et leur fortune. La garde nationale, aujourd'hui, c'est le peuple tout entier, le peuple armé. Les élections que vous venez d'accomplir sont la première application du principe d'égalité, et vous témoignez déjà combien cette application sera puissante et féconde. L'initiative que vous venez de prendre vous honore et prouve combien vous avez l'intelligence de la situation. Le Gouvernement provisoire n'est fort que de son dévouement et des sympathies du peuple. Il est heureux de l'adhésion complète que vous donnez à ses actes. Elle le fortifie et lui rend plus facile la tâche laborieuse qu'il lui reste à accomplir. Avec des citoyens comme vous, la République, notre œuvre à tous, s'organisera bientôt, soyez-en sûrs, sur le triple principe de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. »

La députation se retire aux cris de *Vive la République ! vive le Gouvernement provisoire !*

Nous ne pouvons qu'applaudir à la détermination prise par certains membres du Gouvernement provisoire de professer eux-mêmes des cours publics et gratuits. Toutefois, nous croyons éloignée l'époque à laquelle ils pourront monter dans les chaires qu'ils viennent d'instituer. Ce serait un beau spectacle que de voir le citoyen Lamartine exposer les notions du droit international et l'histoire des traités ; mais le poste qu'il occupe aujourd'hui, les devoirs que son grand talent l'appellent à remplir à l'Assemblée nationale, nous semblent l'ajourner indéfiniment. Le plus grand enseignement que puisse nous donner aujourd'hui Lamartine, c'est la leçon vivante, la pratique. Des actes, encore des actes et toujours des actes, quelles théories valent cela ? D'ailleurs, n'entrons-nous pas dans une école nouvelle de tous points ? A la diplomatie entortillée du passé, aux échafaudages de l'égoïsme princier, aux intrigues de cour, n'avons-nous pas substitué la franchise et la loyauté des relations républicaines ?

Il importe sans doute de saisir la tradition du passé pour modeler son âme sur le grand sentiment que l'humanité développe dans ses progrès incessants, dans sa marche merveilleuse vers le beau et le vrai; l'histoire des siècles passés, bien comprise, est éminemment propre à donner ces notions souveraines qui sont la volupté de l'intelligence et la confiance des cœurs. Venant d'un grand esprit, elles se transfigurent et passent à l'état de révélation, elles deviennent des échappées du ciel et forment comme autant d'éclairs d'avenir qui luisent sur la route des civilisations. Heureux les hommes qui peuvent se désaltérer à cette source intarissable du génie! Heureux l'homme qui est la synthèse vivante de son siècle! Mais, encore une fois, au jour des révolutions, de plus graves devoirs lui sont imposés, et, comme on dit vulgairement, il doit courir au plus pressé. Semer pour l'avenir est fort beau sans doute; mais encore faut-il faucher la moisson du passé, bonne ou mauvaise.

Cette restriction faite, nous n'avons que des éloges à donner aux honorables citoyens qui viennent ainsi répandre, en quelque sorte, leur esprit devant nous. Espérons que leur exemple trouvera de nombreux imitateurs.

Nous avons remarqué dans les clubs qu'on perdait beaucoup de temps à discuter des questions oiseuses. Cependant le temps presse, et il importe souverainement de préciser les points qui doivent surtout fixer l'attention publique. A propos des interpellations à adresser aux candidats, nous croyons en trouver un modèle concis et large dans le questionnaire suivant :

Simple questions à poser au candidat à l'Assemblée constituante.

1. Voulez-vous la République purement démocratique?
 2. Prenez-vous l'engagement écrit de résister énergiquement à toute tentative de restauration monarchique?
 3. Soutiendrez-vous le principe du suffrage universel et direct?
 4. Voteriez-vous pour que l'admission aux fonctions publiques soit réglée par le concours et l'élection?
 5. Etes-vous fermement décidé à refuser tout avancement ou tout emploi du Gouvernement pendant le cours de la législature? (Sont exceptées les fonctions politiques.)
 6. Que pensez-vous de la propriété et de l'hérédité comme principes?
- Ces points fondamentaux examinés, les interpellations seront faites à la volonté des électeurs.

Un ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Par une insinuation perfide, l'*Echo de Vézère* avait cherché à jeter un blâme public sur deux honorables citoyens, Marc et Numa Dufraisse. Le frère de ces derniers, le citoyen Alexandre Dufraisse, lui a répondu par une lettre dans laquelle il revendique pour lui tout ce qu'il pourrait y avoir de blâmable dans la conduite des Dufraisse sous la monarchie. Mais en vérité la faute n'est pas si grande que le pense le citoyen : « Les hommes, dit le *Republicain de la Dordogne*, qui écrivent et agissent comme lui, après un péché si véniel, sont dignes, toujours dignes de se présenter à la confiance publique pour braver toutes les positions. »

On ne saurait trop sévèrement qualifier l'astuce des rédacteurs de l'*Echo*; l'opinion publique fera justice de cette déloyauté prise en flagrant délit. Au surplus, elle prouve chez un homme qui se dit républicain une grande facilité à s'aboucher avec les conservateurs et les dynastiques, qui seuls ont pu lui faire ces confidences. Quant à nous, la vérité nous commande, et nous nous empressons d'accueillir la rectification que nous transmet le *Republicain de la Dordogne*.

Le citoyen Dumas annonce une publication prochaine, intitulée *le Mois*. Voici un extrait de son prospectus, publié par le *Siècle* dans ses annonces :

« ... Tableau de Paris, tableau de l'Europe, tableau du monde, voilà ce que nous nous chargerons de présenter chaque mois à la curiosité de nos abonnés. Tout ce qui se sera passé jour par jour à Paris, jour par jour en Europe, jour par jour dans le monde, nous le raconterons. Comment le mouvement de l'univers tout entier s'imprime à cette roue de flamme que l'on appelle Paris, c'est ce que nous essaierons de faire comprendre en le faisant voir. Notre journal sera le livre le plus curieux que l'on puisse se procurer, puisque non-seulement Paris, non-seulement l'Europe, mais le monde tout entier posera devant nous. Au reste, notre tâche est facile : la Providence nous la trace. Dieu dicte et nous écrivons. »

« ALEXANDRE DUMAS. »

Ainsi donc, il est bien entendu que M. Dumas ne voit dans le sacerdoce de la presse qu'une affaire de spéculation. Voilà pourquoi il s'engage dès l'abord à piquer la curiosité de ses lecteurs. Il fera des articles de journal comme il a fait du roman-feuilleton, comme il a fait du drame. Les portières et les poissardes, grâce à M. Dumas, pourront lire le *Mois* comme elles lisent les *Trois Mousquetaires* et *Monte-Cristo*. Ainsi sera achevée l'éducation politique et morale du peuple français. M. Dumas, qui s'en est chargé, fait appel à la frivolité publique. Il se croit sans doute encore aux beaux temps de Louis-Philippe, à l'époque où la France s'ennuyait, asphyxiée lentement par le plus ignoble des hommes qui se soient jamais assis sur le trône, où les sens blasés demandaient des commotions fébriles, où les esprits, dévastés par la monotonie de l'existence, avaient besoin de se peupler de songes fantastiques et de chimères gigantesques. C'était alors le beau moment pour ces débauches d'imagination, pour cette procréation précipitée de monstres intellectuels que M. Dumas exposait à tous les carrefours, sur toutes les voies, dans tous les journaux, sur tous les théâtres. Ubiquité déplorable d'un talent faussé par la cupidité, multiplication funeste d'un grand esprit entraîné dans des entreprises industrielles qui font la honte de l'époque. M. Dumas a sa part des longues avanies dont nous avons été gorgés par le gouvernement déchu. Il ne faut pas être Hébert pour le trouver coupable au premier chef de complicité morale avec les agents corrupteurs de Louis-Philippe. Aujourd'hui,

est-ce une réparation qu'il vient nous offrir? Pas le moins du monde. L'hydre de la littérature à tant le mètre n'a pas été abattu par la révolution de février; elle renait vivace, ou, pour mieux dire, elle se transforme. L'ami de Salvandy le *Magnifique* lui a juré d'être jusqu'à la fin son chevalier féal, courtois et spéculateur. Aussi jette-t-il là son titre de marquis, sa brochette de croix monarchiques pour se coiffer du bonnet phrygien, et descendant dans la rue, il verse des ballots de feuilletons dans le char de la liberté qui passe.

Le vétéran du socialisme, l'infatigable Robert Owen vient d'arriver à Paris. Il a lancé le manifeste suivant :

« Adresse de Robert Owen à la nation française. »

« Amis et frères, »

« Un événement imprévu et irrésistible vient d'avoir lieu : c'est le commencement d'une ère nouvelle pour l'humanité. Elle passe des principes faux à la vérité, de l'ignorance à la science, de la pauvreté aux richesses, de la désunion à l'union, de l'oppression à l'indépendance, de la concurrence à l'association, de la guerre à la paix, de la méfiance universelle à la charité universelle, de la haine à l'amour et à la fraternité. »

« Des hommes ignorants et sans expérience prétendent que c'est trop beau pour la nature humaine, que c'est impraticable. Oui, pour eux, c'est impraticable, parce qu'ils ne savent pas comment effectuer ce changement; mais dire que c'est impossible, c'est méconnaître les facultés de l'homme et calomnier Dieu qui les a créées. »

« Je connais les moyens d'effectuer ce changement, non-seulement pour vous, mais pour le monde entier. Je suis venu à Paris pour aider le Gouvernement provisoire à préparer ce résultat glorieux sans léser personne, mais dans l'intérêt présent et futur de tous; je suis venu pour l'aider à fonder une constitution nouvelle qui garantisse à tous une somme d'avantages et de bien-être supérieure à ce que l'on a pu avoir jusqu'à présent, et qui ne puisse qu'augmenter avec le développement de la science, à laquelle on ne peut fixer de limites. »

« Les moyens de produire ce changement, sagement appliqués, existent partout sur la terre, là où elle est habitable; ils sont aussi abondants que la terre, l'air et l'eau, et peuvent, à l'aide de nos connaissances pratiques et scientifiques, produire le plus agréablement possible pour chacun d'immenses richesses et assurer le bonheur de tous. »

« Ne craignez rien, ces choses peuvent s'accomplir en grande partie dès aujourd'hui et plus complètement pour nos enfants quand ils auront reçu une éducation rationnelle. »

« Le mois prochain, j'aurai 77 ans; j'ai combattu pendant soixante ans pour cette grande cause, malgré toute espèce de calomnies. J'ai inventé les asiles d'enfants et le mode d'éducation sans punitions. J'ai amélioré la condition des travailleurs dans les manufactures. J'ai découvert la science au moyen de laquelle on peut donner un caractère supérieur à la race humaine, produire des richesses en abondance et une répartition juste et équitable. J'ai donné les moyens d'arriver graduellement à une éducation égale pour tous, bien supérieure à celle que les plus fortunés ont pu se procurer jusqu'à ce jour. »

« Je viens apporter à la France ces lumières et l'expérience que j'ai acquise dans beaucoup de pays pour consolider la glorieuse victoire qu'elle vient de remporter sur un système faux et oppressif qui ne pouvait durer. »

« Charité et fraternité universelle! Liberté, égalité, fraternité! »

« ROBERT OWEN. »

« 31 mars 1848. »

COMITÉ DE DÉFENSE.

ARMÉE DES ALPES.

Position et cantonnement que doivent occuper les divers corps de troupes destinés à faire partie de cette armée.

PREMIÈRE DIVISION, A GRENOBLE.

Première brigade. — 4^e bataillon de chasseurs à pied, cantonné au fort Barraux et à Barraux-le-Couvert; 13^e léger, à Grenoble; 22^e léger, à Grenoble.

Deuxième brigade. — 15^e de ligne, cantonné aux Echelles, à Saint-Laurent-du-Pont, à Voiron; 66^e de ligne, à Voreppe, à Moirans, à Rives, à Tullins; 68^e de ligne, à Vinay, à Saint-Marcellin, à Romans.

DEUXIÈME DIVISION, A LYON.

Première brigade. — 5^e léger, cantonné à la Tour-du-Pin, à Morestel, à Bourgoin; 13^e léger, à Crémieu, à Heyrieux, à la Verpillière, à Saint-Priest; à Vaulx-Milieu, à Genas, Meyzieux; 20^e léger, à Lyon.

Deuxième brigade. — 7^e de ligne, cantonné à Lyon; 22^e de ligne, à Lyon; 49^e de ligne, à Lyon.

TROISIÈME DIVISION, A MACON.

Première brigade. — 1^{er} bataillon de chasseurs à pied, cantonné à Trévoux et annexe; 16^e léger, à Montmerle, à Magnagnieu, à Thoissey; 23^e léger, à Bourg (un bataillon caserné).

Deuxième brigade. — 17^e de ligne, cantonné à Mâcon (un bataillon caserné); 30^e de ligne, à Cluny et à Mâcon; 67^e de ligne, à Tournus.

DIVISION A LYON.

Première brigade. — 5^e hussards, cantonné à la Côte-Saint-André, à Saint-Jean-de-Bournay, à Châtonnay; 7^e hussards, à Vienne; 8^e hussards, à Vienne et à Saint-Symphorien-d'Ozon.

Deuxième brigade. — 2^e lanciers, cantonné à Givors, à Saint-Andéol, à Brignais; 5^e dragons, à Brignais, à Izeron, à Duerne; 9^e dragons, à l'Abresle, à Saint-Bel et à Salvagny.

Troisième brigade. — 7^e cuirassiers, cantonné à Châtillon, à Chazay, à Chessy, à Chasselay; 10^e cuirassiers, à Anse et à Villefranche.

Une compagnie du génie par division d'infanterie arrivera de Montpellier; elles s'établiront chacune avec sa division.

Première division. — Deux batteries d'artillerie montées, cantonnées à la Guillotière (Lyon) et à Bourgoin.

Deuxième division. — Deux batteries d'artillerie montées, cantonnées à la Guillotière (Lyon) et à Bourgoin.

Troisième division. — Deux batteries d'artillerie montées, cantonnées à Mâcon et à Tournus.

Division de cavalerie. — Une batterie d'artillerie à cheval, cantonnée à Lyon et au faubourg de Vaise.

Réserve. — Deux batteries d'artillerie montées.

IMPOT DE L'ENREGISTREMENT.

Dans l'état actuel des choses, l'impôt de l'enregistrement et les autres perceptions confiées à l'administration de l'enregistrement et des domaines figurent dans le budget de l'année 1847 pour 264,263,540 fr., répartis ainsi qu'il suit :

Droits d'enregistrement.	196,500,000 fr.
— de greffe.	5,020,000
— d'hypothèques.	2,450,000
— de sceau.	130,000
— de timbre.	41,751,000
— du domaine.	12,012,450

Total égal. 264,263,450 fr.

Les frais de perception s'élèvent à 10,234,700 fr., c'est-à-dire moins de quatre pour cent du produit des recettes, et ils se divisent :

En traitements fixes.	4,004,700 fr.
En remises qui forment les traitements des receveurs.	6,250,000

Total égal. 10,254,700 fr.

Il n'est donc pas d'impôt qui soit recouvré à moins de frais; on en trouve la preuve dans le tableau suivant :

	Produit.	Dépenses.
Contributions directes.	417,966,912	17,275,210
Douanes.	218,442,000	26,353,630
Contributions indirectes.	294,523,000	26,753,478
Forêts.	58,727,000	3,453,800
Enregistrem. et domaines	264,263,450	10,254,700

Ont été nommés aux chaires du collège de France, instituées par l'arrêté du Gouvernement provisoire en date du 7 avril :

Droit international et histoire des traités, Lamartine, membre de l'Académie française;
Droit politique français et droit politique comparé, Jean Reynaud;
Droit privé (droit individuel et social), Armand Marast;
Droit criminel, Faustin Hélie;
Economie générale et statistique de la population, Serres, membre de l'Académie des sciences;
Economie générale et statistique de l'agriculture, Decaisne, membre de l'Académie des sciences;
Economie générale et statistique des mines, usines, arts et manufactures, Bineau, ingénieur en chef des mines;
Economie générale et statistique des travaux publics, Franqueville, ingénieur en chef des ponts et chaussées;
Economie générale et statistique des finances et du commerce, Garnier-Pagès;
Droit administratif, Cormenin;
Histoire des institutions administratives françaises et étrangères, Ledru-Rollin;
Mécanique, Poncelet, membre de l'Académie des sciences.

Quelques explications ont paru nécessaires sur la position des professeurs du collège de France qui ne se trouvent pas compris dans la nouvelle organisation.

M. Tissot, disciple et successeur de Delille dans la chaire de poésie latine, plus qu'octogénaire, a des droits incontestables au titre de professeur honoraire. M. le ministre de l'instruction publique, considérant que les professeurs du collège de France n'ont aucune pension de retraite, a inscrit M. Tissot sur le fonds des indemnités littéraires pour une somme égale à la totalité de son traitement. M. de Portets est professeur à la Faculté de droit. M. Michel Chevalier est ingénieur en chef des mines. M. Alix Desgranges est premier secrétaire interprète pour les langues orientales.

M. Poncelet, de l'Académie des sciences, nommé à la nouvelle chaire de mécanique du collège de France, a déclaré l'intention de se démettre de la chaire de mécanique de la Faculté des sciences dès qu'il y aura terminé son cours de cette année.

Cette détermination de M. Poncelet est d'autant plus honorable, que les nouvelles chaires, comme il est dit dans le rapport inséré hier au *Moniteur*, sont entièrement gratuites.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux commissaires généraux des départements.

Citoyen commissaire,

Nous touchons aux élections; encore quelques jours, et le peuple français tout entier, usant de sa souveraineté si glorieusement reconquise, proclamera les noms de ses mandataires. A la veille de ce grand acte de sa toute-puissance, il est utile que le Gouvernement ne de la révolution, chargé de conserver intacte et pure la victoire populaire, expose une dernière fois sa pensée à ceux qui le représentent et le défendent sur toute la surface de la République.

Déjà je vous l'ai dit : des élections dépend l'avenir du pays. Sincèrement républicaines, elles lui ouvrent une ère brillante de progrès et de paix; réactionnaires ou même douteuses, elles le condamnent à de terribles déchirements. Votre constant effort a donc été, doit être encore d'envoyer à l'Assemblée nationale des hommes honnêtes, courageux et dévoués jusqu'à la mort à la cause du peuple.

Mais ici se présente une question que les partis ont dénaturée et sur laquelle il convient de s'expliquer sans faiblesse et sans réticence. Le temps des ruses et des fictions est passé : nous sommes assez forts pour être vrais.

Le Gouvernement doit-il agir sur les élections ou se borner à en surveiller la régularité?

Je n'hésite pas à répondre que, sous peine d'abdi-

lerie mon-
rtillerie à
e Vaise.
tées.
enregistre-
ministra-
urent dans
., répartir
000 fr.
000
000
000
000
50
30 fr.
34,700 fr.,
uit des re-
04,700 fr.,
50,000
34,700 fr.,
é à moins
bleau sui-
Dépenses.
7,275,210
26,353,630
26,733,478
3,453,500
0,234,700
e France,
visoire en
amartine,
comparé,
and Mar-
ion, Ser-
ure, De-
usines,
chef des
publics,
et chaus-
es et du
çaises et
es scien-
ur la po-
i ne se
ation,
dans la
, a des
noir, re-
sidérant
aucune
nds des
la tota-
eur à la
leur en
r secré-
mé à la
ance, a
de mé-
ura ter-
nt plus
est dit
ntière-
ssaires
jours,
souve-
era les
nd acte
verne-
nt être
mmes
rt à la
is ont
liquer
ses et
s pour
ou se
abdi-

quer ou même de trahir, le Gouvernement ne peut se réduire à enregistrer des procès-verbaux et à compter des voix; il doit éclairer la France et travailler ouvertement à déjouer les intrigues de la contre-révolution, si, par impossible, elle ose relever la tête.

Est-ce à dire que nous imitions les fautes de ceux que nous avons combattus et renversés? Loin de là. Ils dominaient par la corruption et le mensonge, nous voulons faire triompher la vérité; ils caressaient l'égoïsme, nous faisons appel aux sentiments généreux; ils étouffaient l'indépendance, nous lui rendons un libre essor; ils achetaient les consciences, nous les affranchissons. Qu'y a-t-il de commun entre eux et nous?

« Mais c'est précisément parce que leurs odieuses pratiques ont profondément altéré les mœurs des classes officielles, qu'il est nécessaire de parler haut et ferme, et de détruire les semences d'erreur et de calomnie répandues par eux si longtemps.

Quoi! nous sommes libres d'hier, il y a quelques semaines encore nous subissions une loi qui nous ordonnait avec amende et prison de n'adorer, de ne servir, de ne nommer que la monarchie; la République était partout représentée comme un symbole de spoliation, de pillage, de meurtres, et nous n'aurions pas le droit d'avertir la nation qu'en l'avait égarée? Nous n'aurions pas le droit de nous mettre perpétuellement en communication avec elle pour lui ouvrir les yeux? Hommes publics sans prévoyance et sans foi politique, nous laisserions insulter notre drapeau! Nous nous exposerions à l'ensanglantier dans une guerre civile pour n'avoir pas osé le déployer librement!

Non, nous ne méconnaitrons pas à ce point notre devoir. Apôtres de la révolution, nous le défendrons par nos actes, nos paroles, nos enseignements. Vigilants et résolus contre ses ennemis, nous lui conquerrons des partisans en la faisant connaître. Ceux-là seuls qui ne la comprennent pas peuvent la redouter.

Ces principes, citoyen commissaire, tracent la ligne de votre conduite. S'il vous était possible de vous multiplier, d'être partout à la fois, de mettre à chaque heure votre pensée en contact avec la pensée publique, vous ne feriez rien de trop. Digne missionnaire des idées nouvelles auxquelles le monde appartient, vous préféreriez leur pacifique avènement.

Ce qu'il y a de praticable dans cette laborieuse tâche doit être accompli par vous, par vos amis, par vos écrits, par vos discours. Répandez la lumière à flots. Qu'à tous les yeux brille dans son éclat majestueux la grande et noble figure de la République régénérant l'humanité par sa puissance morale, effaçant les distinctions de classes, appelant tous les citoyens à la réalisation politique du dogme de la fraternité, dégageant le travail et l'intelligence des entraves qui l'étouffent, faisant enfin de notre admirable France la plus libre, la plus heureuse, la plus forte des nations!

Ainsi s'exercera votre influence. L'intimidation et la violence provoquent les révoltes; la corruption dégrade et ruine le pouvoir; l'enseignement viril est la seule arme dont puissent se servir les chefs révolutionnaires du peuple: elle leur suffit pour triompher de toutes les résistances.

Mais, afin que cet enseignement soit fécond, puisez vos inspirations aux sources vraiment populaires. Que partout des réunions soient organisées; que chacun, même le plus humble, soit en mesure d'y produire sa pensée. Dieu, qui seul a connu si longtemps les misères du peuple, seul aussi connaît les trésors de bon sens et de moralité que recèlent les masses; brisez la couche épaisse qui les enfouit encore.

Ainsi profondément et pacifiquement remué, le pays, malgré le peu de temps qui lui a été laissé pour se recueillir et se reconnaître, pourra distinguer ceux qui méritent l'insigne honneur de le représenter. Dans toutes les occasions où vous serez appelé à le guider, pénétrez-vous de cette vérité que nous marchons vers l'anarchie si les portes de l'Assemblée sont ouvertes à des hommes d'une moralité et d'un républicanisme équivoques.

Ceux qui ont adopté l'ancienne dynastie et ses trahisons, ceux qui limitaient leurs espérances à d'insignifiantes réformes électorales, ceux qui prétendaient venger les mânes des héros de Février en courbant le front glorieux de la France sous la main d'un enfant, ceux-là peuvent-ils être les élus du peuple victorieux et souverain, les instruments de la révolution?

Votre conscience a répondu: Quelle confiance peuvent-ils inspirer, ceux dont le cœur ne s'est point ouvert aux souffrances du peuple, et dont l'esprit a si longtemps méconnu ses vœux et ses besoins?

Ne regarderaient-ils pas eux-mêmes comme un défi à la Révolution que des hommes qui ont attaqué, calomnié la Révolution, devinssent aujourd'hui les organisateurs de la constitution républicaine.

Eh bien! puisque le choc impétueux des événements leur a subitement dessillé les yeux, soit, qu'ils entrent dans nos rangs, mais qu'ils n'aspirent ni à nous commander ni à nous conduire. Qu'ils marchent à l'ombre du drapeau du peuple, mais qu'ils ne songent pas à le porter. A la moindre secousse, leur âme se troublerait, et, revenant malgré eux aux convictions de toute leur vie, ils affaibliraient la représentation nationale de toutes les incertitudes, de toutes les transactions familières aux opinions chancelantes et aux dévouements d'apparat.

Que le peuple s'en défie donc et les repousse. Mieux vaudrait des adversaires déclarés que ces amis douteux.

Citoyen commissaire, ce qui fait la grandeur du mandat de représentant, c'est qu'il investit celui qui en est revêtu du pouvoir souverain d'interpréter et de traduire l'intérêt et la volonté de tous.

Or, celui-là seul en usera dignement qui ne reculera devant aucune des conséquences du triple dogme de la liberté, de l'égalité, de la fraternité.

La liberté, c'est l'exercice de toutes les facultés que nous tenons de la nature, gouvernés par notre raison.

L'égalité, c'est la participation de tous les citoyens aux avantages sociaux, sans autre distinction que celles de la vertu et du talent.

La fraternité, c'est la loi de l'amour unissant les hommes, et de tous faisant les membres d'une même famille.

De là découlent: l'abolition de tout privilège, la répartition de l'impôt en raison de la fortune, un droit

proportionnel et progressif sur les successions, une magistrature librement élue et le plus complet développement de l'institution du jury, le service militaire pesant également sur tous, une éducation gratuite et égale pour tous, l'instrument du travail assuré à tous, la reconstitution démocratique de l'industrie et du crédit, l'association volontaire partout substituée aux impulsions désordonnées de l'égoïsme.

Quiconque n'est pas décidé à sacrifier son repos, son avenir, sa vie au triomphe de ces idées, quiconque ne sent pas que la société ancienne a péri, et qu'il faut en édifier une nouvelle, ne serait qu'un député tiède et dangereux. Son influence compromettrait la paix en France.

J'ose croire, citoyen commissaire, que ces pensées sont les vôtres, et qu'elles trouveront en vous un interprète sûr et dévoué. Laissez-moi vous dire que vous ajouterez à l'autorité morale des résolutions qu'elles vous inspireront en donnant l'exemple de l'abnégation personnelle et de la réserve dans la recherche des suffrages. Ce serait bien mal comprendre, ce serait abaisser votre mission que de la consacrer à faire réussir votre candidature. Votre dignité en souffrirait autant que le pouvoir de la République.

Si vos concitoyens viennent à vous, acceptez leur mandat comme la plus noble récompense de vos travaux; mais gardez-vous de solliciter ce qui cesserait d'avoir du prix le jour où on pourrait soupçonner que le commissaire a fait le député. Le Gouvernement vous tiendra compte du soin avec lequel vous vous conformerez à cette partie de ses instructions. N'oubliez pas que nous nous devons tous au pays, qui attend de nous de grandes choses, et que l'heure est venue d'élever notre âme au-dessus de toutes les préoccupations de l'intérêt privé.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,

LEDRU-ROLLIN.

PROFESSIONS DE FOI.

Le citoyen Verdet, décoré et blessé de Juillet, combattant de Février, se porte comme candidat à l'Assemblée nationale.

Nous publions sa profession de foi aux électeurs des Basses-Alpes; elle doit lui assurer les suffrages de ses concitoyens:

« Citoyens,

« Au moment où la représentation du pays va se reconstituer d'après des bases nouvelles, plus larges, et cette fois plus vraies; que dix millions d'hommes forts de leurs droits, pénétrés de leurs devoirs, fiers de leur intelligence et de leur nombre, le peuple, enfin, aux splendides sentiments, va prendre part dans le banquet patriotique, devant l'urne immense de l'adhésion démocratique, d'où sortiront les élus de la nation, permettez que l'un des plus humbles enfants de nos Alpes se présente à vos suffrages pour solliciter l'honneur de la députation à l'Assemblée nationale.

« J'appartiens, vous le savez, à cette grande famille du peuple, sans cesse déshéritée, et qui vient de conquérir si glorieusement, une fois encore, nos libertés si longtemps compromises!

« Quelque modeste que fût ma position, ma vie entière a été consacrée à être utile à mes semblables, à étudier les moyens d'amélioration des classes pauvres et à amener la solution heureuse de cet utile problème: *Tout pour le peuple et par le peuple!*

« Je vous dois compte de ma vie entière, car elle sera la garantie de ma vie publique. — Cœur dévoué et désintéressé dès longtemps, j'avais été proposé à l'Académie française pour le prix Monthyon (prix de vertu) par les citoyens de Manosque, avec le concours de l'autorité et de MM. les députés du département. C'était la précieuse récompense d'actes civiques renouvelés, qui se sont reproduits à toutes les époques de ma vie.

« Je suis décoré de Juillet!... Ce titre, méconnu pendant dix-huit ans, parce qu'il appartenait à la gloire populaire, vous l'accepterez comme le témoignage de mon courage et de mon patriotisme.

« Février 1848 m'a trouvé sur les barricades de Paris, comme en 1850: à vos yeux, ce sera sans doute un mérite acquis à votre candidat d'avoir participé, par deux fois, au renversement de ces dynasties qui faisaient la honte de la nation!

« Je comprends les exigences de notre jeune République: je travaillerai sans cesse à leur donner satisfaction.

« Je voterai pour la liberté absolue des cultes, de l'association, de la presse et de l'enseignement; pour l'organisation du travail, sur des bases larges et sagement appréciées, qui rejaillissent sur les ouvriers des campagnes comme sur ceux des villes; pour l'abolition de tous les impôts abusifs qui affligent notre département, tels que péages de ponts et autres banalités oppressives; pour une répartition équitable de l'impôt; pour les encouragements à l'agriculture, *toujours abandonnée*, ce qui fera le bien de nos travailleurs et de nos campagnes.

« Comme vous le voyez, chers concitoyens,

« Je me présente à vous tel que je suis.

« Pénétré de cette pensée que les républicains vertueux, probes et désintéressés peuvent seuls accomplir leur mission et rendre la France heureuse et puissante, je m'associerai toujours à toutes les mesures propres à assurer ce résultat!

« Vous pèseriez la valeur et les antécédents de tous les candidats;

« L'urne électorale fera bonne justice à tous!

« Voilà, chers citoyens, ce que j'avais à cœur de vous exprimer.

« Je prends l'engagement de défendre de toute la puissance de mon âme, de mon bras, s'il le faut, cette République qui assure une protection égale aux arts, aux sciences, à l'industrie, et surtout, je le répète, à l'agriculture; cette République qui ne reconnaît d'autre distinction dans la société que celle de bon citoyen, distinction, mes frères, à laquelle nous pouvons tous arriver par un patriotisme dévoué et l'ensemble de toutes les vertus civiques!

« Voilà la noblesse du peuple!

« Cette noblesse est celle de notre époque, n'est-ce pas?... »

« Agréez, chers citoyens, l'assurance de mon entier dévouement à la sainte cause et l'expression bien fra-

ternelle de mes vœux les plus ardents pour le bonheur commun.

« Paris, 5 avril 1848.

« L. VERDET,
blessé et décoré de Juillet. »

Les ouvriers de Poitiers à leurs frères du département de la Vienne.

Frères,

L'aristocratie de l'argent veut exploiter la République de 1848 comme elle a exploité la royauté de 1850.

Elle cherche à reconquérir par l'intrigue l'influence que lui a enlevée la force du bon droit.

Des comités qui s'imposent veulent nous imposer leurs candidats, et comme fiche de consolation ils nous permettent de leur présenter un des nôtres.

C'est une insulte!

Nous formons la majorité du peuple souverain; c'est à nous de présenter nos candidats à la bourgeoisie.

Comme il s'agit d'élaborer une constitution sociale et non pas de parader sur les bancs d'une chambre, nous voulons des hommes de tête et de cœur dont le passé réponde de l'avenir et des hommes pratiques pris dans nos rangs parmi ceux que nous croyons les plus aptes.

Le règne des parleurs est fini; celui des penseurs et des travailleurs commence!

Frères,

Soyons unis, et la nouvelle constitution nous affranchira du joug du capital comme les barricades de Février nous ont affranchis de l'électorat à deux cents francs.

Le citoyen Gustave Naquet, ex-rédacteur du *Censeur* et de la *Sentinel* (de Rouen), condamné plusieurs fois pour délits de presse sous le régime déchu, vient de fonder à Rouen un nouveau journal intitulé *le Contrat social*.

Le citoyen Naquet, porté comme candidat à l'Assemblée nationale pour le département de la Seine-Inférieure, paraît avoir les plus grandes chances de succès.

Commission des dons et offrandes à la patrie.

Versements du 4 et du 5 avril,	7,885 f. 93 c.
Id. du 3 avril,	9,406 10
Souscription du Gouvernement provisoire,	15,000 »
	32,292 03
Versements du 6 avril,	11,514 33
	43,606 40
Versements du 7 avril,	12,853 60
	56,440 »
Versements du 8 avril,	12,410 45
	68,850 55

Féret, chef de bataillon en retraite, renonce à la moitié de sa pension de retraite de 1,850 fr. pour 1848. Cailliet, capitaine en retraite, donne 50 fr. à prélever sur les arrérages de sa pension de retraite.

Grandjean, donataire, renonce à la moitié de sa pension de donataire, qui est de 500 fr.

Plessier, notaire à La Ferté-Gaucher, abandonne les intérêts de son cautionnement pour 1848.

Bedan, notaire aux Roziers, abandonne la moitié des intérêts de son cautionnement.

Bertrand, huissier à Blidah, offre de verser 40 c. par chacun des actes portés à son répertoire.

De Nay, notaire à Pont-Sainte-Maxence, abandonne les intérêts de son cautionnement pour 1846 et 1847.

Dabry, percepteur à Vichy, fait l'abandon des intérêts de son cautionnement pour 1847.

Coche, notaire à Zametz, fait l'abandon des intérêts de son cautionnement pour 1846, 1847, 1848.

Bard, notaire à Paray-le-Monial, abandonne les intérêts de son cautionnement pour 1848 et 1849.

Les citoyens de Gagny, 220 fr. 70 c.

Compte rendu des Clubs.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Séance du 7 avril. — Le citoyen Villain, président, fait donner lecture d'une instruction concernant l'affiliation des candidats à la société; puis il rappelle en peu de mots ce qui a été dit hier au sujet des ouvriers que leur position empêche de se rendre aux élections.

Le citoyen Abry déclare que plusieurs citoyens se sont présentés chez le citoyen Vatrin pour l'engager à se démettre de la candidature; que ce dernier avait accepté, mais à la condition que les voix de ses amis se reporteraient sur le citoyen Lagrange, et que le soir même, lui, Abry, était venu apporter ces nouvelles à la société des Droits de l'homme.

Le citoyen Lorieux rapporte qu'on l'a empêché de coller les affiches; que le citoyen Vatrin lui-même était sorti pour lui dire qu'il ne s'était point démis de sa candidature, mais que dans le cas de ballottage il aurait donné sa voix au citoyen Lagrange.

Un citoyen qui s'est plaint qu'aux Arts et Métiers les affiches des Droits de l'homme aient été déchirées, a reçu cette réponse: que le nom de celui qui avait rapporté le désistement du citoyen Vatrin ne se trouvait point sur l'affiche, qu'elle manquait même du nom de l'imprimeur.

Le citoyen Marx dit que suivant le rapport des délégués, le citoyen Lagrange aurait répondu qu'il n'accepterait que le grade de colonel.

Le citoyen président ne croit pas qu'aucun citoyen ait le droit de refuser les fonctions qui lui sont imposées par le peuple.

Le citoyen Fay signale que les affiches ont été remplacées par d'autres signées Lagrange qui déclaraient qu'il se désistait de sa candidature.

Le citoyen Ramel déclare que le citoyen Bénard, placé au bureau, disait aux citoyens qui venaient déposer leurs votes qu'il n'y avait plus que deux concurrents, les citoyens Watrin et Lebel.

Le citoyen Postat a vu des gens placés dans les cor-

ridors qui distribuait des bulletins aux gardes nationaux et qui leur montraient un tableau annonçant que Lagrange se retirait.

Le citoyen Lebon n'est nullement étonné de l'échec de Lagrange; il n'y voit rien de surprenant. Le caractère républicain ne se prête pas facilement à mendier des suffrages. Il demande qu'on fasse une enquête sur les élections du 6^e arrondissement.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Le citoyen Auray déclare que si le citoyen Lagrange n'a point été élu, c'est parce qu'il avait répondu aux délégués dont le citoyen Auray faisait partie qu'il ne voulait pas d'autre grade que celui de colonel.

Le citoyen Frédéric appuie cette déclaration.

Le citoyen Lebon demande la parole sur une protestation signée par plusieurs citoyens contre l'élection du citoyen Forestier; il appuie fortement la proposition. On ne peut être à la fois maire et colonel et occuper ainsi les deux premières fonctions de l'arrondissement.

Le citoyen Masson dit que le citoyen Forestier s'est présenté aux élections plusieurs fois pour influencer les votes par sa présence; qu'il se tenait derrière le bureau pendant le temps du vote.

Une voix dans l'assemblée dit que le citoyen Watrin était derrière le bureau au moment du dépouillement du scrutin.

Le citoyen Auray remercie les citoyens qui ont bien voulu lui donner leurs voix pour le grade de commandant; il les prie de vouloir bien les lui accorder encore pour le grade de capitaine d'état-major, pour lequel il se porte.

Le citoyen Malval a donné sa voix au citoyen Missonnier, parce que ce dernier a voulu jadis faire évader les quatre sergents de La Rochelle.

Le citoyen Marx dénonce le citoyen Notelle comme ayant voté contre Lagrange; il est surpris que le citoyen Vanneçon, son chef de section, n'ait pas rapporté le fait.

Le citoyen Arrivet reproduit les mêmes faits.

Le citoyen Villain déclare que le citoyen Notelle ne fait plus partie de la société.

Le citoyen Fosseyeux prononce un discours pour engager les citoyens à faire de bons choix dans les élections, et à porter leurs voix sur des hommes qui veulent sincèrement le progrès de l'humanité.

La séance est levée à dix heures.

CLUB RÉVOLUTIONNAIRE ET SOCIALISTE DU RHONE.

Procès-verbal de la séance du 8 avril.

La séance est ouverte sous la présidence du citoyen Desavenière.

L'assemblée a procédé à la constitution définitive de son bureau, qui a été composé comme suit :

Les citoyens Desavenière, président; Matagrin, Depouilly, Quantin, Bourcier, vice-présidents; Léon Faene, Gallard, Pluviane de La Martinière, Souples, secrétaires; Drigeard-Degarnier, trésorier; Desroches, Delayer fils, Labaty, Benoit, Picard, Journon, Bartel, questeurs.

Le citoyen Rhéville a donné lecture d'une lettre adressée au citoyen de La Moskowa portant contre lui l'accusation d'avoir influencé, au moyen de corruption, les élections dans un club de Paris, à Clichy-la-Garenne.

Le citoyen Lucas, appuyant les faits énoncés par le citoyen Rhéville, ajoute avoir été l'objet de menaces dans le club des Ecoles, où le citoyen de La Moskowa soutenait également sa candidature.

Le bureau, partageant l'indignation produite par la connaissance de ces faits, décide que le citoyen de La Moskowa, se présentant comme candidat à l'Assemblée constituante, sera invité à venir se disculper devant le club du Rhône des faits qui lui sont imputés.

On propose d'envoyer à Lyon un délégué pour y surveiller les élections. La proposition est votée à l'unanimité, et le citoyen Gallard est délégué à cet effet.

Le citoyen président Desavenière expose ensuite qu'il s'est présenté au Club des clubs et a été immédiatement affilié. Il ajoute que d'autres délégués doivent lui être adjoints pour compléter à ce club la représentation du club du Rhône. Il propose les citoyens Bourcier, vice-président; Léon Faene, secrétaire, et Degarnier, trésorier, dont la nomination est votée par l'assemblée.

La séance est levée à dix heures et renvoyée au mardi suivant à la chapelle Saint-Hyacinthe, près l'église de l'Assomption, au coin de la rue Neuve-du-Luxembourg.

Le club des Républicains évangéliques de Marseille vient de lancer un manifeste admirable. Les grands principes de liberté, de fraternité, d'égalité y reçoivent un magnifique développement. Nous ferons seulement observer aux républicains évangéliques, qu'ils ne doivent pas s'arrêter au commandement : « Aimez-vous les uns les autres. » Le mot solidarité est un progrès immense sur l'Evangile, et nous regrettons de ne pas le voir inscrit à leur bannière.

Clubs des départements.

On lit dans le *National de l'Ouest* :

« Une scène touchante a eu lieu hier au soir au club de la Phalange républicaine. Un vieillard de quatre-vingts ans monte à la tribune, et après avoir dans un langage simple et naïf parlé de la gloire du passé et des fautes de nos pères, il a conjuré tous les citoyens de rester unis, de rester frères, de ne former qu'un faisceau, afin de maintenir cette belle République dont il avait salué l'aurore. »

« Des applaudissements enthousiastes ont répondu à ces nobles paroles; la salle, comme un seul homme, a salué ce généreux vieillard, et pour lui témoigner sa reconnaissance, le club tout entier est allé le conduire à sa demeure, rue Rubens. Là, on l'a descendu de dessus les vigoureuses épaules qui le soutenaient et on s'est séparé dans un attendrissement, difficile à rendre. »

— On lit dans le *Finistère* :

« La séance de la Société des Droits de l'homme a été marquée vendredi soir par un bien triste événe-

ment. M. Dubosc jeune, commis de la marine, frappé par une attaque d'apoplexie foudroyante, est tombé mort à l'instant où le public quittait la salle de réunion. »

— On lit dans le *Garde national* de Marseille :

CLUB RÉPUBLICAIN DE LA FRATERNITÉ.

Séance du 23 mars. « Le citoyen Caillat propose de consacrer, dans la motion par lui développée, que la fraternité admet tous les peuples, que par suite les étrangers peuvent faire partie des clubs. »

« Cette motion est adoptée. »

« Le citoyen Mercier demande qu'une commission de propagande soit nommée pour se rendre dans les divers clubs et y développer les idées républicaines. »

« Le citoyen Touche fait observer que cette commission existe déjà. L'assemblée décide qu'il y a lieu d'adjoindre de nouveaux membres et désigne à cet effet les citoyens Jousset, Baille, Nicolas (Amédée), Rigaud, Broquier, Court, Levavasseur, Dromel, Martin, Laforet et Guibert. »

« La discussion est ouverte sur la candidature du citoyen Moulet; diverses questions lui sont adressées. »

— Le club du Peuple a choisi comme président honoraire le citoyen Tencé. Nous croyons ne pouvoir nous placer sous un meilleur patronage que sous celui de ce fils de notre première révolution. Nous devons cet hommage au patriote qui, depuis soixante ans, nous donne l'exemple d'une inébranlable constance dans les convictions, et qui, sans jamais calculer le danger, fut toujours un refuge pour les martyrs de la cause qui vient de triompher.

(Le Peuple, journal de Lille.)

— A Bordeaux, le Club démocratique du département de la Gironde discute la question du libre-échange. La Société républicaine des travailleurs, plus avancée, s'occupe du choix des candidats à l'Assemblée nationale. Le premier se croit encore sous le régime de l'ex-roi; l'autre comprend qu'il doit être républicain.

— On lit dans le *Spectateur de Saint-Malo* :

COMITÉ DES TRAVAILLEURS.

« Samedi soir, 1^{er} avril, le Comité des travailleurs s'est réuni pour procéder à l'admission des membres du Comité républicain qui avaient rompu avec ce dernier comité. »

« Plusieurs autres membres ont été admis, et la liste a été close; quarante noms y sont inscrits. »

« Le président a donné lecture de plusieurs lettres émanant des comités du département et du comité central de Paris offrant leur appui aux candidats que présenteront les travailleurs. »

« Un incident qui a jeté quelque trouble dans l'assemblée s'est alors produit. »

« Un délégué du comité dit républicain est venu annoncer que ce comité présentait comme candidats à la députation plusieurs citoyens. »

Le comité des Travailleurs a absorbé le Comité républicain. Il a raison, c'est le devoir des clubs.

— On lit dans le *Normand* de Lizieux :

« Le Club républicain de la Halle aux toiles a tenu plusieurs séances cette semaine. Chaque fois, une foule compacte et bruyante remplissait la salle, applaudissant ou interrompant les orateurs suivant qu'ils plaisaient ou déplaisaient à l'auditoire; quelques individus même ont été obligés de descendre de la tribune avant d'avoir pu prendre la parole. Un seul orateur, M. Fontaine, agréé près le tribunal de commerce de Rouen, parvint, dans la réunion de mardi, à captiver l'attention de l'assemblée, et, pendant une heure environ, il put donner quelques conseils sur l'ordre à établir nécessairement dans les assemblées populaires, et expliquer le but de la révolution qui venait de s'accomplir et les résultats qu'on devait en attendre. »

« Dans la séance de mercredi, M. H. Dolbecq a été désigné comme délégué pour assister à la réunion du comité central des élections, seant à Caen; réunion qui devait avoir lieu le lendemain jeudi, et où l'on devait arrêter définitivement la liste des douze candidats à présenter aux électeurs du Calvados comme offrant les plus grandes chances de réunir la majorité des suffrages. »

— On lit dans l'*Emancipation* de Toulouse :

« Le président du Club de la Fraternité à ses concitoyens. »

« Mes chers concitoyens, »

« Dans un pays libre, où le suffrage est universel, le citoyen le plus infime, le plus obscur doit (c'est un devoir civique) sans craindre d'encourir les reproches d'immodestie, s'il croit ses services utiles à la patrie, s'offrir franchement lui-même aux suffrages de ses concitoyens. »

« Isolé de toute coterie, marchant en dehors de toutes les factions, animé du seul amour de la patrie, dédaignant tout patronage quelconque s'il fallait le payer au prix du moindre sacrifice des principes immortels de l'égalité démocratique, je viens sans plus de préambule vous proposer ma candidature à la représentation du département de la Haute-Garonne à l'Assemblée nationale constituante. »

« Attendons avec confiance : de l'usage calme et réfléchi que nous allons faire du suffrage universel naîtra l'égalité sociale que favorise l'urbanité de nos mœurs. Une répartition plus équitable de l'impôt y aidera puissamment, en allégeant les charges publiques qui pèsent sur les travailleurs. »

« L'égalité sainte, cette gardienne vigilante du foyer domestique, nous crie sans cesse de nous hâter d'organiser les municipalités et les administrations départementales sur le suffrage universel, si laborieusement conquis, car la moindre inégalité dans l'émission des suffrages commencerait une ère oligarchique nouvelle, non moins odieuse que celle qui vient de finir. »

« Je présenterai quelques idées nouvelles sur une malheureuse organisation de travail. »

« Fixé depuis quinze ans à Toulouse, j'ai constamment voté avec l'opposition de gauche dans les élections municipales, seul collège où la loi du monopole me permit de voter. Je suis bien connu par mes opinions républicaines, qui pour se manifester n'ont pas attendu l'heureuse issue des glorieuses journées du mois de février dernier, lesquelles ont débarrassé pour toujours la France du pesant fardeau d'une royauté avilie au dehors et liberticide au dedans. »

« Si vous m'honorez de vos suffrages, je vous promets de concourir de toute la puissance de mon âme à

constituer la République sur une base inébranlable.

« Salut et fraternité. »

« CHAUDURIÉ,
« Capitaine en retraite. »

Esprit des départements.

Le Censeur de Lyon publie l'adresse suivante faite aux ouvriers de Lyon :

Au rédacteur du Censeur.

Monsieur,

Veillez me permettre d'emprunter la voie de votre journal pour adresser quelques conseils aux travailleurs de notre ville.

« Ouvriers lyonnais ! »

« La grève continue; elle augmente même. Je vais vous le prouver clair comme le jour : en obtenant tout ce que vous demandez, vous n'en serez pas plus avancés. »

« Je comprends la grève d'un corps d'ouvriers dans une ville : s'il obtient une augmentation de salaire, c'est tout profit. Mais une grève de tous les corps d'état, sur tous les points de la France! Voici ce qui va arriver :

« Le salaire va être augmenté de moitié par tous les ouvriers : bien ! Les maîtres, les fabricants, ne se feront pas faute d'augmenter le prix de leurs marchandises d'une somme équivalente : ce sera juste, n'est-il pas vrai ? Ils y ajouteront même le coup de pouce. »

« Les paysans, aujourd'hui, sont aussi retors que les industriels : si ceux-ci leur font payer leurs marchandises plus cher, ils sauront fort bien suivre l'exemple par la vente de leurs produits agricoles. »

« Les maîtres de maison feront de même : ils se rattraperont sur leurs loyers de l'augmentation du prix de bâtisse. »

« MM. les tailleurs ne resteront pas en arrière. »

« Tout cela est incontestable, et je ne vois point de moyens de l'empêcher. »

« Alors, d'un côté vous serez mieux payés, mais de l'autre on vous rattrapera sur la nourriture, le logement et les habits. Qu'aurez-vous gagné ? Rien. »

« Mais vous aurez perdu le temps du chômage, la désorganisation du travail; vous aurez facilité la concurrence étrangère. Il faudra se serrer le ventre pis qu'avant. Je délè le plus habile d'entre vous de réfuter mes arguments. »

« Ne vaudrait-il pas mieux aider les républicains au rétablissement de la tranquillité, à la reprise des travaux, vous occuper paisiblement des élections ? »

« L'Assemblée constituante peut seule satisfaire vos justes demandes, améliorer matériellement votre sort. Oui, la France peut nourrir, loger et vêtir convenablement tous ses enfants. »

« Pour cela, il faut un gouvernement fort, intelligent, populaire; il développera toutes les forces productives du pays; il vous les répartira équitablement au moyen de l'impôt, du crédit, de mesures légales, générales. Il n'y a pas d'autres mesures à prendre. Pour Dieu ! prenez patience, ayez confiance. »

« J. SEGUIN. »

— On nous écrit de Beauvais :

« Les assemblées préparatoires de Beauvais jouissent d'un singulier coup d'œil. »

« Un candidat, bâton ferré, paletot grasseyé, chapeau défoncé, s'y présente, y péroré avec une impudence de marchand d'orviétan. Quel est cet homme dans la bouche duquel grimacent les mots patrie, république, égalité, fraternité. C'est le noble duc de Mouchy, le loup devenu berger. Mais les électeurs sont prévenus. »

— On lit dans le *Message breton*, journal de Dinan, un article dont nous croyons devoir publier l'extrait suivant :

« Le dimanche de Pâques. »

« Le jour des élections est fixé au dimanche de Pâques; le Gouvernement a voulu solenniser l'idée qu'il est appelé à faire prévaloir : il convoque le peuple pour l'anniversaire du jour où le Christ est sorti du tombeau. »

« Grande et pieuse pensée ! Puisse-t-elle être prochainement féconde ! »

« Le dimanche de Pâques donc s'effectuera le premier acte de la résurrection d'un peuple; le dimanche de Pâques, les pauvres seront appelés à formuler l'élection qui, peu à peu, allégera leur misère; les heureux, à rentrer dans la voie divine, par le concours généreux qu'ils prêteront à cette élection, par toute abnégation d'esprit de parti, par leurs votes en faveur de ceux pour lesquels spécialement le Golgotha s'est teint du sang d'un martyr. »

« Là est la grande idée du temps, et, nous le disons avec la conviction granitique d'un croyant qui ose entrevoir l'avènement du bien même au delà des convulsions sociales possibles, en dehors de cette idée, pas de salut ! »

« Pas de salut ! car on n'arrête pas une vérité par la résistance de l'égoïsme et le fer des baïonnettes; car les axiomes impalpables qui depuis tant de siècles, pour la glorification de l'âme humaine, se sont succédés dans l'imagination des penseurs et ont conduit les hommes à la recherche du bien, ont franchi murailles et fossés, bravé cachots et barrières et ne se laisseront point arrêter à notre époque par la puissance de l'argent, cette forteresse des temps modernes. »

« Le Christ d'ailleurs l'a dit : « Heureux ceux qui ont faim et soif de la justice, parce qu'ils seront rassasiés. » Efforçons-nous tous de la pratiquer, en ne manquant pas aux devoirs de conscience que nous impose la situation nouvelle de la France; en faisant par nos votes, le dimanche de Pâques, acte de bons citoyens; en nous rappelant qu'à pareil jour, pour le salut des souffrants et des affligés, le Christ est sorti du tombeau. »

« Saint-Servan. »

« Ch. Constant CAILLAUX. »

Saint-Jean-Pied-de-Port, 4 avril 1848.

Des troupes ! des troupes ! c'est ce que ne cessent de demander nos campagnes. La contribution extraordinaire de 45 c., qui a jeté la stupeur chez nos pauvres laborieux, leur paraîtrait légère si le Gouvernement leur envoyait des consommateurs. »

« Commissaires et sous-commissaires de notre département, voudriez-vous bien vous occuper un peu de

(VOIR LE SUPPLÉMENT.)

SUPPLI

nous, en ment, en que vous benévole pel.

Ils vou laquelle dent de l fonction les rapp entre voi inconve letins du Nous i de nos c assez rév mot). De vationsl non le n qui ne l quelques qu'elle p Républi

On lit

« Pou Saint-Ge pas à M donc, cit et religi prouve les villes « C'est de nos c en partie « Agré ternelle

— On

« A « Trav dans l'av vos enno tions sor vel asser commun classes p à l'Assen jadis, mé « Auri où, recoi la répar « Nou hommes dire les pondrez. être ! « Vous sens ces durcis q cueillere souffert. Ceux-là : sympath de Paris, « En a quels qu encore v leur d'au « Alert gnes ! La a besoin toutes de « A l'e hommes lez-vous question votre pa

Rud

Ci Partis de la co ment, à avons ap Citoye en retr France q rompue. Absen Qu'à not ler notre égalité, l Honne Honne destinée

Ont si

MM. Bla Gu Jac Edc Bay Fai Ch Va Fra é La Ch

Un ch

Paris da

SUPPLÉMENT à LA COMMUNE du 10 avril.

nous, en transmettant nos réclamations au Gouvernement, en lui exposant nos besoins. C'est bien le moins que vous puissiez faire pour des gens qui se privent bénévolement du nécessaire pour répondre à son appel.

Ils vous demandent aussi autre chose, une chose par laquelle vous auriez dû commencer : ils vous demandent de les débarrasser de certains maires et autres fonctionnaires qui n'ont pas leurs sympathies. Malgré les rapports d'amitié ou autres qui peuvent exister entre vous, ne trouvez-vous pas qu'il serait par trop inconvenant de laisser passer par leurs doigts les bulletins du 23 de ce mois.

Nous rendons du reste justice aux qualités privées de nos commissaires ; mais ils ne nous paraissent pas assez révolutionnaires (dans l'acception honnête de ce mot). Dernièrement votre journal contenait les observations les plus judicieuses sur l'incroyable apathie sinon le mauvais vouloir de ces fonctionnaires, apathie qui ne laisse pas ici comme ailleurs de réveiller chez quelques-uns de coupables espérances en même temps qu'elle provoque l'irritation de ceux qui ont pris la République au sérieux. (Sentinelle des Pyrénées.)

On lit dans le Progrès social la lettre suivante :
« Marseille, le 4 avril 1848.

« Citoyen,
« Pourquoi, à l'exemple de Paris, d'Auxerre, de Saint-Germain-en-Laye et d'Amiens, n'aurions-nous pas à Marseille notre arbre de la liberté ? Pourquoi donc, citoyen, n'aurions-nous pas cette fête populaire et religieuse ? Est-ce que par hasard notre ville n'éprouve pas les mêmes sentiments de patriotisme que les villes du nord ?...

« C'est à vous, citoyen rédacteur, qui êtes l'organe de nos convictions, à en donner le premier l'idée et à en parler même à notre cher et digne commissaire.

« Agréez, citoyen rédacteur, l'assurance de ma fraternelle cordialité.

« Vive la République !
« Un artilleur de la première batterie. »

— On lit dans le Libéral du Nord :

« Aux travailleurs des villes et des campagnes.

« Travailleurs, nos frères, ne restez ni trop confiants dans l'avenir ni insouciant de vos intérêts actuels : vos ennemis se préparent, se concertent ; leurs résolutions sont prises, ils méditent déjà pour vous un nouvel asservissement. Réunissez-vous donc et apprenez à communier d'idées. Si vous n'y prenez garde, les classes privilégiées pourraient seules être représentées à l'Assemblée nationale, et vos droits seraient, comme jadis, méconnus et foulés aux pieds.

« Auriez-vous bien le droit de vous plaindre le jour où, reconnaissant votre faute, vous n'auriez plus pour la réparer que le choix des remèdes violents ?

« Nous faisons un appel à vous tous, travailleurs, hommes de cœur et d'intelligence ; quoi qu'en puissent dire les privilégiés de ces derniers temps, vous y répondrez. Il y va de votre honneur, de votre salut peut-être !

« Vous saurez faire passer au creuset de votre bon sens ces phrases stériles, ces demi-satisfactions, ces endurcis qui cherchent encore à vous exploiter. Vous accueillerez avec joie ceux qui, sortis de votre sein, ont souffert de vos maux, ont pleuré de vos larmes ! — Ceux-là seuls peuvent vous comprendre, et leurs élans sympathiques trouveront de l'écho près de vos frères de Paris, les héros de février.

« En agissant ainsi, vous prouverez aux aristocrates, quels qu'ils soient, que cette souveraineté qu'ils osent encore vous contester, vous savez l'exercer avec grandeur d'âme, pourvu qu'ils s'inclinent devant elle.

« Alerte donc, travailleurs des villes et des campagnes ! La patrie, que vous défendriez avec tant d'ardeur, a besoin de tous ses enfants pour sortir grande entre toutes de cette épreuve solennelle.

« A l'œuvre ; réunissez-vous, étudiez ensemble les hommes et les principes qu'ils représentent, et rappelez-vous que ceux qui ne craignent pas d'aborder les questions qui touchent à votre sort ont seuls des droits, votre part de souveraineté. J. P. »

Colonies.

Rade de l'Ile d'Aix, à bord de la corvette l'Isère.

31 mars 1848.

Citoyen rédacteur,
Partis de la Martinique le 21 février dernier, à bord de la corvette l'Isère, ce n'est qu'hier 30 mars, seulement, à notre arrivée en rade de l'Ile d'Aix, que nous avons appris la grande œuvre accomplie...

Citoyen, nos cœurs ont bondi d'orgueil et de joie en retrouvant République glorieuse et pure cette France que nous avions quittée monarchie avilie et corrompue.

Absents, nous n'avons pu nous associer à nos frères. Qu'à notre retour il nous soit du moins permis de mêler notre voix au cri de la France entière : « Liberté, égalité, fraternité ! »

Honneur aux combattants de Février ;
Honneur aux mâles intelligences qui président aux destinées de la France.

Vive la République !

Ont signé :

MM. Blanc, capitaine d'infanterie de marine.
Guiart, capitaine d'infanterie de marine.
Jacob, sous-lieutenant d'infanterie de marine.
Edouard Le Camus, sous-lieutenant d'infanterie de marine.
Bayet, sous-lieutenant d'infanterie de marine.
Faure, lieutenant d'infanterie de marine.
Ch. Crémieux (neveu).
Vatilhé, percepteur à la Martinique.
François Dauriac, lieutenant de vaisseau, second de l'Isère.
Lacourt, capitaine d'infanterie de marine.
Charles de Réboul, avocat près la cour d'appel de la Martinique, rédacteur du Journal des Antilles. (Le Rochefortin.)

Un club central de l'agriculture vient de se former à Paris dans le but de défendre tous les intérêts agrico-

les. La première séance a eu lieu aujourd'hui à l'Ecole de médecine. Le citoyen Gabriel Mortillet a été nommé président.

AVIS.

La troisième réunion du Club démocratique électoral de la Creuse aura lieu le lundi 10 avril, à huit heures du soir, au Palais-National, salle des Batailles. Les citoyens de la Creuse, résidant à Paris, sont invités à assister à cette réunion.

La Révolution faisant le tour du monde.

Plan d'une insurrection en Irlande.

Nous trouvons dans le Journal des Débats d'hier un article excessivement curieux extrait d'un journal irlandais, l'United-Irishman, rédigé par M. Mitchell, un des hommes avancés du parti de la jeune Irlande. Cet article a pour but de présenter un projet d'après lequel une insurrection générale deviendrait facile chez nos infortunés frères de l'Irlande. Nos lecteurs vont en juger :

« Oui, ces sans-culottes parisiens, rebelles hier, citoyens libres aujourd'hui, croient, ont l'innocence de croire que la meilleure, la plus courte, la plus sûre ligne vers la liberté est celle que trace une balle de carabine ou bien le rayon de lumière que suit l'œil le long du canon jusqu'au cœur de l'ennemi... Ceci étant l'axiome fondamental des patriotes parisiens, il est bon de savoir comment ils s'y prennent pour l'appliquer. Et d'abord le lieu de l'action. Paris est coupé en deux par la Seine, comme Dublin par la Liffey ; mais au lieu d'une demi-douzaine de casernes ouvertes, et sans défense possible, comme celles dont nous nous laissons effrayer, et où quelques 4,000 hommes dorment, s'éveillent, boivent et se rendorment, Paris était entouré de murailles fortifiées et de forts armés de canons, et comptait une garnison de 100,000 hommes. Tout cela cependant n'a pas effrayé les Parisiens. »

Le journal irlandais continue en démontrant que tous les moyens qui servent à un gouvernement peuvent aussi servir à des révoltés. Il dit comment les Parisiens ont isolé la ville en brisant les chemins de fer, les ponts, et en se rendant maîtres des communications. Après quoi, il donne le plan suivant :

« La ville une fois isolée, ce qu'il y a à faire à l'intérieur est assez simple.

« 1° Une rue peut être une bonne galerie de tir pour les troupes, mais elle peut devenir aussi un excellent défilé pour les prendre. Dans le vocabulaire de l'exercice, il n'y a rien qui réponde à ceci : « Infanterie, prenez garde aux pots de fleurs, aux tuiles, aux briques, aux cheminées, aux meubles, etc., etc. » Or, tout ceci jeté verticalement sur la tête d'un bataillon, est irrésistible. Les forces agressives, c'est-à-dire les femmes, les chambrières ou les hommes qui ne peuvent pas faire mieux, ont l'avantage d'être en sûreté, et plus les rues sont étroites et les maisons hautes, plus il y a de sûreté.

« 2° Des bouteilles, de la poterie et autres projectiles, non-seulement renversent et blessent l'infanterie, mais rendent les rues impraticables pour la cavalerie et l'artillerie. Un cheval peut danser sur des œufs ; mais il n'y a pas d'escadron qui puisse charger sur des bouteilles cassées. L'artillerie n'y passe pas, et les fantassins eux-mêmes n'y peuvent garder le pas. Des armes admirables abondent dans toutes les maisons ; le moindre gamin qui aura l'instinct d'ingénieur pourra prendre une bouteille à eau de seltz ou un flacon de verre épais, bien sec à l'intérieur, remplir cela avec des cailloux ou de la ferraille, avec des clous, par exemple, mettre de la poudre dans les interstices, bien les boucher, faire un trou au bouchon, y ajuster une intelligente fusée, et il aura une bombe ou une grenade domestique avec laquelle il pourra soit s'emporter la main, soit produire un effet mortel parmi l'infanterie et la cavalerie sous les fenêtres, surtout la cavalerie. A ces projectiles, lancés des fenêtres ou des toits, les citoyens révolutionnaires n'ont qu'à ajouter de l'eau bouillante, ou de l'huile, ou bien, mieux encore, du vitriol froid, s'ils peuvent en avoir. Le plomb fondu a du bon, mais il est trop précieux ; il vaut mieux en faire des balles. Mais faites en sorte que les balles soient solides, comme on les fait à Paris. Vous ne pouvez pas compter sur une balle manquée, et ce sera peut-être celle à laquelle il était réservé de tuer un officier supérieur.

« 3° Les Parisiens ne commettent jamais la bêtise de commencer par attaquer les casernes ou les forts. Leur tactique est d'attirer la troupe dans les rues, où elle ne peut avancer que quelques hommes de front, et où les passages, les allées, les coins donnent d'excellents moyens de la prendre en flanc ou par derrière. Le combat dans les rues est le plus fatigant de tous pour la troupe, surtout quand elle est l'objet des attentions des pères de famille du haut des fenêtres et des toits, comme nous venons de le démontrer.

« 4° De cette façon, chaque rue peut devenir un défilé. Mais elle contient aussi les éléments nécessaires pour devenir une forteresse imprenable à la cavalerie, à l'infanterie, à l'artillerie, c'est-à-dire la barricade. Pendant que les femmes travaillent comme nous l'avons dit, voilà l'ouvrage des hommes. Les Parisiens sont parvenus à un rare degré de perfection dans l'art de construire ces remparts de la civilisation. Voici comment ils s'y prennent. »

Suit une démonstration en règle de la manière de faire des barricades, après laquelle l'écrivain reprend :

« Eh bien ! figurez-vous cent barricades pareilles dans Paris, cent rues pavées de bouteilles cassées, les mères jetant les meubles par les fenêtres, les hommes défendant les pierres, les petits enfants avec leurs chemises ensanglantées se jetant sur les baïonnettes, le son du tocsin, le chant de la Marseillaise, les cris furieux de vengeance, les palais en flammes, et vive la République ! comment s'étonner que Louis-Philippe soit tombé ! »

POLOGNE.

Le roi de Prusse trahit les Polonais aussi bien que l'empereur d'Autriche : on ne donne aux Polonais ni armes ni munitions ; les troupes prussiennes se grossissent toujours dans le grand-duché de Posen, et il n'est

braît en Allemagne que du plan du roi de Prusse, dont les troupes n'attendent que l'arrivée des Russes pour revenir en force sur Berlin. En Gallicie, tous les paysans ont été affranchis par les nobles ; dans le grand-duché de Posen, la noblesse polonaise a envoyé toute son argenterie pour l'échanger contre du numéraire ; à Berlin, toutes les monnaies de papier de Prusse sont refusées, et l'on sait que ce papier est très-fractionné. Les vivres abondent dans le duché de Posen ; il ne manque que de l'argent, des armes et des munitions. L'armée russe d'opération, vu l'état horrible des chemins, ne peut être concentrée entièrement en Pologne que dans deux mois : c'est le temps nécessaire pour l'arrivée des recrues et des grands convois ; mais le roi de Prusse trahit et les Polonais et les Allemands. Ces derniers seuls peuvent sauver et l'Allemagne et la Pologne. C'est au peuple allemand à se débarrasser de la diète en faisant lui-même ses affaires. Là seul peut être le salut.

ESPAGNE.

A Madrid, deux prisonniers de la journée du 26, parmi lesquels se trouve un citoyen nommé Barbès, ont été mis en chapelle, et il n'a été sursis à leur exécution que parce qu'ils ont annoncé avoir des révélations à faire.

Singulière concordance (sauf la révélation !) entre l'insurgé espagnol et notre noble révolutionnaire français.

— On écrit de Madrid, le 1^{er} avril :

« Hier, à six heures du soir, une fausse alerte a mis toute la capitale en émoi pour quelques instants : un coup de feu, dit-on, s'est fait entendre dans la direction de la place de la Cebada. Une autre version dit que c'est un pétard qui a éclaté sur ce point. Après cette détonation, une vive agitation s'est manifestée dans les rues. On courait, on se croisait dans tous les sens. Les boutiques ont été fermées sur-le-champ. Les commandants de la force armée se sont élancés à cheval et ils ont parcouru les divers quartiers de la capitale ; par une pluie battante les troupes sont sorties de leurs casernes. Bientôt on a acquis la conviction que c'était une fausse alerte, et les boutiques ont été rouvertes. La troupe est rentrée, et à huit heures du soir Madrid avait retrouvé son aspect accoutumé. Les théâtres reprennent aujourd'hui le cours de leurs représentations.

« On avait dit d'abord qu'un mouvement devait être tenté pour la délivrance des prisonniers, et c'est ce qui aurait causé cette alerte. Rien de semblable n'a eu lieu. La garnison de Madrid, depuis le 26, a reçu des renforts, et le ministère, dans son exposition, annonce que s'il conseille la clémence, il ne renonce pas cependant à user de la force pour le maintien de l'ordre et la défense du trône. Il n'est pas question aujourd'hui de nouvelles arrestations.

« La Gazette publie une longue exposition raisonnée du conseil des ministres à la reine pour l'inviter à suivre l'impulsion de son cœur et faire grâce de la vie aux hommes condamnés par suite des événements du 16 mars. Le décret de la reine, conçu dans cet esprit de clémence, suit immédiatement l'exposition ministérielle.

« Le gouvernement vient d'adopter une mesure très-sage et conçue dans un esprit de prévoyance et d'humanité : ainsi les ingénieurs dirigeant des travaux considérables à Burgos, à Saragosse, à Barcelone et à Valence sont requis de recevoir dans leur exploitation les nombreux ouvriers espagnols renvoyés de France, et à qui le gouvernement facilite tous les moyens de rentrer en Espagne par le pays basque et la Catalogne. Il sera facultatif à ceux de ces ouvriers qui le préféreront de s'incorporer dans deux bataillons de chasseurs que l'on recrute pour le service dans les possessions de la reine sur les côtes d'Afrique.

« La tranquillité n'est pas complète seulement à Madrid, elle l'est encore en Andalousie, dans l'Aragon, en Catalogne, à Valence et à Murcie. »

SUISSE.

Berne, 4 avril. — La guerre va s'engager vivement en Lombardie. L'Autriche a décidé de ne pas abandonner cette riche possession sans avoir fait tous ses efforts pour la conserver. Cette résolution est grave ; elle annonce de grands événements. Bientôt nous saurons si l'Autriche se présente seule pour soutenir cette lutte impie contre toute une nation insurgée qui veut être libre, indépendante. Beaucoup de sang sera versé ; mais l'Italie sortira victorieuse de cette lutte terrible. Ciment en 1848 les traités de 1815 contre les nationalités européennes, cela paraît impossible.

Demain nous dirons notre avis sur la conduite que peut tenir la Suisse dans cette guerre désormais presque certaine.

Nous publions sous la rubrique d'Allemagne la résolution qui vient d'être prise à Vienne, d'après la Gazette d'Augsbourg.

Etranger.

ALLEMAGNE.

La situation de l'Autriche s'aggrave. Toutes les parties de l'empire s'agitent. La cour de Vienne est assiégée par les députations qui arrivent de la Croatie, de la Dalmatie, de l'Illyrie, de la Gallicie, de la Bohême. Les quatre premières provinces que nous venons de nommer demandent non-seulement des réformes intérieures, elles veulent surtout que leur nationalité soit efficacement protégée contre l'invasion des Russes, que les députés représentent comme menaçant de tous côtés les frontières de l'empire. L'armée autrichienne est mal organisée ; on dit que les forces que l'empire pourrait opposer à la Russie ne peuvent pas être mises avant trois mois sur le pied de guerre. Cependant les finances de l'Etat sont obérées, la baisse des fonds continue, et le gouvernement vient d'être obligé d'interdire l'exportation du numéraire.

Au milieu de ces embarras multipliés, la cour de Vienne, entraînée en arrière par l'aristocratie qui boude, poussée en avant par l'esprit de libéralisme qui se manifeste dans toutes les parties de l'empire, ne prend que des demi-mesures et suit une marche incertaine. Elle avait promis la liberté de la presse ; elle

a confié la rédaction de l'ordonnance à des créatures de l'absolutisme. Aussi, une clameur générale s'est élevée lorsque le travail de la commission a été publié; la loi proposée n'avait pas moins de 90 articles. Les étudiants se sont aussitôt réunis, et se sont portés chez le ministre de l'intérieur, qui leur a promis de certaines modifications.

Le gouvernement autrichien dirige aussi des troupes vers l'Italie; on enrôle à Vienne un corps de volontaires pour ce pays. Mais, comme nous venons de le dire, les provinces semblent avoir compris que le plus pressé n'est pas de reconquérir la Lombardie, mais de défendre l'indépendance nationale et d'assurer le triomphe des libertés promises. La population de Pesth a manifesté ce sentiment d'une manière évidente en s'emparant de 50 quintaux de poudre que le gouvernement expédiait à la frontière.

La Bohême s'indigne de n'avoir encore obtenu aucune des réformes sur lesquelles elle comptait. Voici ce qu'on écrit de Prague à la *Gazette de Nuremberg* :

« Une grande agitation a régné dans cette ville à la nouvelle que le gouvernement n'avait pas accordé une seule demande à la Bohême, mais s'était borné à dire que l'on avisait. La noblesse était alarmée; elle croyait tout perdu. Le commerce et l'industrie étaient paralysés. Il y a eu des assemblées nombreuses, et l'on a prononcé des discours menaçants. Alors, le burgrave a distribué 1,000 fusils à la légion des étudiants, ainsi que 4,000 à la garde nationale. On a distribué aussi des cartouches et de la poudre. Cette mesure a rétabli un peu l'ordre. Hier, une députation est partie pour Vienne, avec une nouvelle pétition. Il faut qu'elle rapporte une réponse catégorique, ou bien on prendra des mesures énergiques. On pense que le gouvernement cédera. »

Comme il était facile de le prévoir, la Hongrie vient de se séparer définitivement de l'Autriche.

La *Zeitung's Halle* du 6 annonce cette importante nouvelle en ces termes, sous la rubrique de Pesth et la date du 31 mars dernier :

« L'empereur d'Autriche n'ayant pas rempli les promesses faites le 15 mars à la nation hongroise, et ayant déclaré formellement et irrévocablement qu'il n'accorderait point un ministre des finances et un ministre de la guerre particuliers pour la Hongrie, l'archiduc Etienne a été proclamé hier, à onze heures du soir, roi de Hongrie, dans une séance publique tenue sur la place de la Liberté, et la Hongrie a été déclarée indépendante. »

« Le comte de Kolowrat a quitté la présidence du conseil, qui a été confiée provisoirement au ministre des affaires étrangères, comte de Fiquelmont. Le premier chancelier, comte Inzaghi, a été mis à la retraite après cinquante ans de service. »

« Le conseil d'Etat est supprimé. »

On écrit de Vienne, le 1^{er} avril, à la *Gazette d'Augsbourg* :

« Aujourd'hui, une déclaration de guerre à la Sardaigne a été résolue par la chancellerie d'Etat et la chancellerie de guerre. »

« Les journaux du soir la publient. »

« L'Italie paraît définitivement perdue pour l'Autriche. C'est un coup mortel pour le commerce et l'industrie de Vienne et de Bohême. Le plus grand nombre des fabriques de coton et de laine seront obligées de cesser leurs travaux, et des milliers d'ouvriers se trouveront réduits à la misère. Aussi est-il à craindre que des désordres n'éclatent prochainement parmi les ouvriers de la Bohême et que des paysans ne se joignent à eux. »

« Le gouvernement prend les mesures les plus énergiques pour reconquérir l'Italie. Il organise des corps volontaires pour les envoyer à la frontière. »

« Les nouvelles de la Hongrie, de la Pologne et de l'Esclavonie méridionale sont très-défavorables. Jamais la monarchie autrichienne n'a été aussi gravement menacée qu'en ce moment. »

SAXE.

Dresde, 1^{er} avril. — On nous écrit de Prague qu'une grande agitation a régné dans cette ville à la nouvelle que le gouvernement n'avait pas accordé une seule demande à la Bohême, mais s'était borné à dire que l'on avisait. La noblesse était alarmée; elle croyait tout perdu. Le commerce et l'industrie étaient paralysés. Il y eut des assemblées nombreuses et l'on prononça des discours menaçants. Alors, le burgrave distribua 1,000 fusils à la légion des étudiants, ainsi que 4,000 à la garde nationale. On distribua aussi des cartouches et de la poudre. Cette mesure rétablit un peu l'ordre. Hier, une députation est partie pour Vienne avec une nouvelle pétition. Il faut qu'elle rapporte une réponse catégorique, et alors on prendra des mesures énergiques. On pense que le gouvernement cédera. (Correspondant de Nuremberg.)

Frontière de Pologne, 1^{er} avril. — Des lettres récentes de Varsovie nous apprennent que l'on s'y attend à un prochain soulèvement, comme dans toute la Pologne. Dans les rues de Varsovie, on voit de nombreuses troupes d'hommes, surtout d'anciens officiers polonais, qui s'entretennent vivement de politique. Les détenus politiques dans les villes situées entre Varsovie et la frontière d'Allemagne ont été transférés ailleurs. (Journal allemand de Francfort.)

Hambourg, 4 avril. — Cet après-midi, 1,500 Prussiens sont arrivés ici et ont continué leur route pour Altona. (Correspondant de Hambourg.)

RUSSIE.

La Russie vient d'éprouver un nouvel et grave échec dans sa guerre contre les Circassiens; au siège de Santem, dit la *Gazette de Woss*, les Tscherkesses ont fait dans la nuit une sortie imprévue et massacrèrent le tiers de l'armée russe. Trois généraux et cent cinquante officiers sont restés sur le champ de bataille. Schamyl s'est battu comme un héros.

ITALIE.

Rome, 30 mars. — Il a été délivré au ministre autrichien ses passeports. Il doit quitter Rome aujourd'hui.

On lit dans le *Sémaphore* de Marseille du 6 avril : « La révolution n'est pas finie à Naples. Nous apprenons par des passagers du *Lombardo*, capitaine Doderro, que le 31 mars cette capitale était en pleine insur-

rection; le peuple demande une constitution plus libérale, et le gouvernement se prépare à la résistance. » Au départ du *Lombardo*, les deux partis étaient sur le point d'en venir aux mains.

« Les journaux de Livourne et de Gènes font pressentir que de graves événements sont en effet sur le point d'éclater à Naples. La population est indignée de la tiédeur que montre le cabinet dans la question si palpitante de l'indépendance des Etats de la Péninsule. Tandis que tous les souverains envoient des secours à la Lombardie pour l'aider à expulser les soldats de l'Autriche du sol italien, le roi de Naples seul a refusé de s'associer à ce grand mouvement national. »

« Du reste, en ce moment la crise doit être finie. En s'éloignant de Naples, le *Lombardo* a entendu en mer le bruit du canon et de la fusillade. »

« La nouvelle de la contre-révolution de Parme est malheureusement confirmée; seulement elle s'est opérée par une cabale de l'aristocratie, sans effusion de sang. Charles de Bourbon, rentré à Parme sur les bras de ses nobles partisans, a proclamé ses intentions plus que patriotiques envers ses fidèles sujets, s'en remettant à la sagesse du pape, de Charles-Albert et de Léopold de Toscane pour déterminer les bases de la nouvelle constitution. Mais le mouvement qu'on remarquait dans le peuple et l'approche des corps francs de l'Apennin rendent plus que probable le rétablissement de la liberté. »

« Une autre nouvelle de même nature, et non moins déplorable, nous parvient de Trieste. La constitution promise à Vienne y avait excité le contentement général et sincère, comme à Venise; mais au lieu d'imiter cette dernière ville et de reconquérir son indépendance, aussitôt que l'on connut la proclamation de la république à Venise, le parti autrichien, le parti des gros marchands et des nombreux employés ne perdit pas de temps et entraîna, au moins en apparence, la majorité du peuple à se prononcer en faveur du *statu quo* territorial. Les patriotes qui avaient arboré le drapeau tricolore au nom de l'indépendance italienne, ont été, dit-on, fort maltraités. »

« Toute la Dalmatie s'est déclarée italienne et indépendante de l'Autriche, et la marine autrichienne a, dit-on, défectionné en masse. »

« Le commandant de la forteresse de Ferrare ayant refusé de céder sans combat, les gardes civiques et les volontaires de la Romagne, s'apprêtaient, le 28, à l'assaut; on attendait de l'artillerie de Comacchio, prise sur les Autrichiens. »

On assurait à Milan que les officiers hongrois venaient de déclarer à Radetzky de ne plus compter sur l'obéissance des troupes hongroises dans la guerre contre les Italiens.

« L'inquiétude continuait à Madrid à la date du 2 avril. On craignait une nouvelle prise d'armes. Il paraît que des tentatives ont été faites auprès des étudiants. »

On a déposé à la préfecture les armes qui ont été livrées par les citoyens aux commissaires de police et celles que ceux-ci ont saisies chez les particuliers qui ne voulaient pas les livrer. Les armes à feu ont été démontées; mais on les rendra dans leur état primitif à leurs propriétaires, quand les circonstances le permettront.

On a arrêté un ébéniste qui demeure rue de Legiano, qui avait excité les soupçons de l'autorité en envoyant son fils, à deux heures du matin, reconnaître la position des sentinelles de la place Santo-Domingo. Une descente ayant été faite chez cet individu, on y a trouvé plusieurs armes à feu, des munitions et un uniforme de garde national.

« La *Gazette de Madrid* publie un grand nombre de décrets. Le plus important est celui qui commue en un emprisonnement la peine de mort prononcée ou à prononcer contre les personnes compromises dans l'insurrection du 26 mars. Ce décret est précédé d'une exposition qui occupe toute la première page du journal officiel et qui porte les signatures de tous les ministres. »

Par les décrets suivants, il est accordé des secours aux familles des soldats tués ou blessés dans la soirée du 26; donné du travail aux Espagnols obligés de quitter la France; fermé deux bataillons chacun de 700 hommes destinés aux possessions espagnoles de la côte d'Afrique, et ajouté un nouveau bataillon à chaque régiment.

Dans la soirée du 31 mars, les troupes sortant précipitamment de leurs casernes ont traversé la ville au pas de course, se dirigeant du côté de la place de la Cebada, qui est le faubourg Saint-Antoine de Madrid. Le bruit s'est répandu aussitôt que le mouvement annoncé la veille venait d'éclater; c'était une erreur. *L'Heraldo* prétend que cette fausse alarme a été occasionnée par la détonation d'un pétard dont la roue d'une charrette a déterminé l'explosion. Les troupes sont aussitôt rentrées dans leurs quartiers. La sensation produite par un fait aussi insignifiant est la meilleure preuve de l'agitation qui règne encore dans les esprits.

M. Olzaga a été dirigé sur Cadix. M. Galvez-Canero, rédacteur du *Clamor publico*, est allé, sur sa demande, à Puente-Genil, où demeure sa famille. Le gouvernement a également fait sortir de Madrid, dans la journée du 31 mars, quatorze autres personnes plus ou moins soupçonnées d'avoir trempé dans la conspiration.

L'Heraldo prétend qu'on voit se promener tranquillement dans les rues et sur les promenades MM. Mendizabal, Madoz et Cortina, ce qui prouve, dit-il, que toutes les notabilités du parti progressiste ne sont pas arrêtées, comme voudraient le faire croire les journaux de ce parti.

Ce journal ajoute que les exaltés sont loin d'être parfaitement d'accord, et il semble insinuer que les dissensions dont il parle ont contribué à l'insuccès de l'insurrection. Pour rendre plus clairement sa pensée, il raconte que l'un des insurgés ayant crié *vive Espartero*, le chef qui commandait les barricades lui imposa silence en lui disant : « *S'il valait quelque chose, il serait déjà à Saragosse.* » D'après lui, le mot serait très-significatif, car il indiquerait clairement quel était le plan des conspirateurs.

Dans sa deuxième édition, publiée à 2 heures après midi, le *Heraldo* annonce que la plus grande tranquillité règne dans Madrid et que les nouvelles des provinces sont d'une nature satisfaisante.

Tous les journaux progressistes publient la déclaration suivante : « La libre émission de la pensée n'est pas possible dans les circonstances actuelles; nous nous abstenons, jusqu'à nouvel ordre, de publier aucun article de fond. Nos lecteurs, nous en avons l'assurance, comprendront toute l'éloquence de ce silence. »

« Des troubles ont éclaté, le 3 avril, à Madrid, parmi les étudiants en droit et en médecine; la force armée a été requise et a envahi les deux écoles; des arrestations assez nombreuses ont été faites, puis les cours ont été suspendus jusqu'à nouvel ordre. »

Les journaux ministériels eux-mêmes conviennent que le mouvement de Madrid a eu un faible retentissement à Valence, à Barcelone et autres grandes cités.

Les feuilles libérales continuent à protester contre un régime qui leur ôte toute liberté et les condamne au silence.

PIÉMONT.

A travers les récits contradictoires que les journaux et les correspondances de la frontière nous apportent sur les événements de Chambéry, il est assez difficile de démêler la vérité; un fait semble néanmoins constant, c'est que ce ne sont pas les habitants de Chambéry, mais bien les paysans de plusieurs lieues à la ronde qui, excités et guidés par leurs curés, se sont portés à l'improviste sur cette ville et ont attaqué les Savoyens venus de Lyon.

Ceux-ci, manquant d'armes et ne se trouvant d'ailleurs pas préparés à cette brusque agression, ont été ou fait prisonniers ou contraints de fuir pour la plupart.

Quelques-uns ont été massacrés dans les campagnes, où le tocsin sonnait à toute volée.

D'autres ont réussi à regagner Lyon.

Une extrême agitation règne de Belley à Montluel.

Faits divers.

Il s'est passé hier, sur la place de la Bourse, la scène suivante, qui dénote combien les ouvriers sont animés d'un bon esprit et combien ils comprennent le besoin de l'ordre et de la tranquillité publique.

Chacun a pu remarquer ces jours derniers des affiches placardées faisant un appel aux ouvriers. Le lieu de réunion était la place de la Bourse. En effet, hier vers midi, des groupes se formaient, lorsque plusieurs individus, à la tête desquels se trouvait, porteur d'un drapeau, le sieur A. C., l'un des signataires de l'affiche, débouchèrent sur la place. A. C. annonça bientôt à haute voix quel était le but de la réunion. Il s'agissait de marcher sur tous les hôtels et restaurants de Paris, afin d'en expulser par la force les étrangers qui y étaient employés.

Mais aussitôt les ouvriers auxquels s'adressait cette allocation criminelle huèrent l'orateur, se précipitèrent sur lui et ses affidés et les conduisirent eux-mêmes chez le commissaire de police du quartier Feydeau, d'où ils furent transférés à la préfecture de police. Le rassemblement ne tarda pas à se dissiper, et tout rentra dans l'ordre.

M. Pelouze, président de la commission des monnaies, a été député à Rouen pour procéder à la réorganisation de l'hôtel des monnaies de cette ville. Le savant chimiste n'a pas perdu un instant pour accomplir son importante mission. L'établissement est déjà muni de tous les appareils et coins nécessaires pour fondre et frapper jusqu'à la valeur de 250,000 fr. par jour. Le personnel est recruté et à la veille d'être installé; la mise en activité suivra immédiatement, et rendra en proportion de la quantité des matières métalliques dont la localité pourra l'alimenter.

(Journal de Rouen.)

M. Lesseps, consul général de France à Barcelone, est arrivé à Marseille à bord du paquebot espagnol *le Maïorquin*.

Mulhouse vient de donner un bon exemple. On écrit de cette ville :

« On sait qu'une souscription volontaire ouverte dans un but de charité, il y a quelque temps, a produit, en peu de jours, une somme de près de soixante mille francs. La municipalité est en outre venue en aide en établissant, au moyen des fonds libres de la ville, des ateliers de travaux d'intérêt communal. »

« Aujourd'hui nous avons à parler d'un grand bal et d'un concert donnés au profit des ouvriers sans travail, et qui ont produit une recette de plus de 4,000 fr. C'était une fête toute démocratique, où la première société de la ville s'était donné rendez-vous avec ce qu'on a l'habitude d'appeler la bourgeoisie, et cet heureux mélange n'a pas peu contribué à relever le charme de cette nombreuse réunion de famille. »

« Une colonne d'Allemands, forte de 400 hommes, avec drapeaux aux couleurs nationales et portant pour inscription : *République allemande*, est arrivée à Châlons mardi dernier. Elle s'est rendue dans la cour de la préfecture, où le citoyen Lécureux l'a passée en revue. Une allocution chaleureuse du citoyen commissaire a été accueillie par les cris : *Vive la République française! vive la République universelle!* »

Cette colonne, commandée par plusieurs chefs de section, se faisait remarquer par le bon ordre qui y régnait, et l'énergie qui éclatait dans les traits du plus grand nombre faisait augurer heureusement du succès des idées républicaines dans la population allemande. (Industriel de la Champagne.)

« On a commencé les travaux de réparation des bâtiments et salles du château des Tuileries endommagés le 24 février dernier. A l'extérieur, on entreprend la restauration de la toiture du grand pavillon de l'Horloge, sur laquelle l'ouragan du 25 au 26 février a occasionné de graves dégâts. On se bornera pour le moment, en ce qui concerne l'intérieur, à remettre en état les objets de simple usage, fenêtres, portes, vitrage, cheminées, ferrures, rampes, etc., qui ont le plus souffert. Ces réparations provisoires coûteront une somme d'environ 50,000 fr. On peut juger par là du chiffre des dégâts qui ont été faits sur les objets de luxe et d'ornement. »

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.